



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
24 mars 2025
Français
Original : anglais

Session annuelle de 2025

2-5 juin 2025, New York

Point 10 de l'ordre du jour provisoire

L'égalité des genres au PNUD

**Rapport annuel de l'Administrateur sur la mise en œuvre
de la Stratégie du PNUD pour l'égalité entre les hommes
et les femmes en 2024**

Résumé

Le présent rapport porte sur la troisième année de mise en œuvre de la Stratégie du PNUD pour l'égalité entre les hommes et les femmes (2022-2025). En 2024, les initiatives menées dans le cadre des six solutions types du PNUD ont permis d'apporter des améliorations d'une ampleur inégalée à la vie des femmes du monde entier. Rien que cette année-là, le PNUD a aidé 137 millions de femmes à accéder aux services essentiels et 139 millions de femmes à obtenir des services financiers, ce qui représente une augmentation sans précédent par rapport aux années précédentes. En plus de permettre l'autonomisation économique des femmes, ces efforts ont contribué à réduire la pauvreté et à favoriser le développement durable à l'échelle mondiale.

Le PNUD demeure résolument engagé à impliquer les femmes dans la vie politique. Il a notamment appuyé la participation de 140 millions de femmes à des élections en 2024 et aidé à éliminer les obstacles qui entravent la participation politique dans 26 pays. En 2024, 17 millions de femmes dans 45 pays ont eu accès à une énergie propre, ce qui représente une nouvelle augmentation par rapport à 2023. Le PNUD a continué de contribuer à combler les lacunes en matière de protection sociale et à développer les systèmes de soins dans 16 pays afin de permettre aux femmes de travailler et de participer à la vie politique. Les programmes mis en œuvre par le PNUD en 2024 ont également permis de répondre aux besoins immédiats et urgents des femmes et de renforcer leur résilience en menant notamment des interventions salutaires contre la violence faite aux femmes dans plus de 40 pays.

D'après les conclusions de l'évaluation du Plan stratégique du PNUD pour 2022-2025 et d'une enquête de perception de l'image de l'organisation menée auprès de plus de 380 répondantes et répondants, les parties prenantes externes considèrent qu'il s'agit de l'un des domaines à forte valeur ajoutée du PNUD dans lequel il accomplit un travail particulièrement efficace. À l'avenir, le PNUD continuera d'aider les pays à garantir aux femmes et à tous les membres de la société un avenir plus prospère et plus équitable.



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
A. Relever les défis et démontrer l'impact.....	3
B. Performance du PNUD : principales conclusions et observations	3
II. Résultats obtenus par le PNUD pour les six solutions types	5
Pauvreté et inégalités	5
Gouvernance	7
Résilience.....	8
Environnement.....	9
Énergie	11
Égalité des genres	12
III. Partenariats	14
IV. Transformation institutionnelle	17
V. Orientations futures.....	20

I. Introduction

A. Relever les défis et démontrer l'impact

1. La troisième année de mise en œuvre de la Stratégie pour l'égalité entre les hommes et les femmes a été marquée par des crises multiples et des dynamiques mondiales en évolution rapide. C'était l'occasion pour le PNUD d'évaluer comment gérer l'incertitude et maintenir les possibilités en matière de développement. L'examen à mi-parcours du Plan stratégique pour la période 2022-2025 a révélé que les solutions intégrées, un élément central du Plan, permettaient de faire progresser l'autonomisation des femmes et qu'elles avaient des effets systémiques. Par ailleurs, les investissements ont des répercussions plus importantes sur le développement. Dès le départ, la Stratégie a fait fond sur la compréhension du fait que l'égalité des genres compte parmi les contributions les plus importantes au développement humain et au développement durable que le PNUD peut apporter.

2. En 2024, les travaux du PNUD ont été affectés par des crises concomitantes, notamment les conflits, les changements climatiques, l'aggravation des inégalités économiques et la polarisation. La résurgence des conflits et l'aggravation des inégalités ont alimenté le sentiment d'imprévisibilité et d'insécurité et érodé la cohésion sociale et la confiance envers les dirigeants et les institutions. La diminution des ressources consacrées au développement et l'augmentation du surendettement dans de nombreux pays en développement ont entraîné une baisse des fonds alloués à l'autonomisation des femmes, exacerbant du même coup les inégalités et les vulnérabilités. Chaque conflit, défi humanitaire et problème en matière de développement menace les acquis. En outre, des millions de personnes continuent d'être privées des avantages que procure la transformation numérique, en particulier les femmes et les jeunes filles vivant dans des communautés à faibles revenus.

3. Malgré de nombreux problèmes, le PNUD a continué de démontrer qu'un changement systémique et durable est possible, à condition de faire preuve de détermination et de nouer des partenariats stratégiques. En 2024, le PNUD a réaffirmé sa volonté de répondre aux besoins immédiats en matière de développement humain, de remédier aux problèmes liés aux droits humains et de provoquer des changements structurels. Malgré la diminution des fonds disponibles en 2024, les initiatives menées dans le cadre des six solutions types ont permis d'apporter des améliorations d'une ampleur inégalée à la vie des femmes, les services améliorés ayant atteint à eux seuls 300 millions d'entre elles. Le PNUD a resserré les liens qu'il entretenait avec les femmes et les communautés locales afin d'évaluer leurs besoins et d'apporter des solutions collectives aux problèmes rencontrés, ce qui a permis d'améliorer la durabilité et la résilience.

B. Performance du PNUD : principales conclusions et observations

4. **De manière générale, le PNUD est en bonne voie pour mettre en œuvre la Stratégie pour l'égalité entre les hommes et les femmes (2022-2025).** Pour la troisième année consécutive, le PNUD a maintenu une haute performance au regard du Plan d'action 2.0 à l'échelle du système des Nations Unies, dépassant ou atteignant les objectifs fixés pour 15 des 16 indicateurs pertinents, contre 14 sur 16 en 2021. En 2024, année de transition, le PNUD s'est orienté vers la mise en œuvre du Plan d'action 3.0 et du Plan pour l'accélération de la réalisation de l'égalité des genres dans le système des Nations Unies.

5. **L'égalité des genres reste l'un des principaux domaines d'intervention à fort impact du PNUD.** Cette conclusion est basée sur l'évaluation du Plan stratégique

du PNUD pour 2022-2025 et sur une enquête de perception de l'image de l'organisation menée auprès de plus de 380 parties prenantes externes, dont des fondations, des gouvernements, des entreprises du secteur privé, des organisations de la société civile, des fonds verticaux et des universités. Environ 65 % des parties prenantes externes considèrent qu'il s'agit d'un domaine qui présente un grand intérêt et 89 % estiment que les interventions réalisées par le PNUD dans ce domaine sont efficaces.

6. **Le PNUD contribue fortement à faire croître le nombre de pays qui adoptent des systèmes de soins intégrés.** L'aide apportée par le PNUD permet de combler des lacunes persistantes dans les droits et les besoins des femmes en tant qu'aidantes et bénéficiaires de soins. Elle a par ailleurs un effet multiplicateur, car elle permet d'améliorer l'égalité entre les femmes et les hommes dans d'autres domaines de la vie. Le PNUD a appuyé le développement de systèmes de soins intégrés dans 16 pays en 2024, contre 13 en 2023. La collaboration interinstitutions et le plaidoyer commun ont contribué à ce succès, conformément au document d'orientation du système des Nations Unies sur la transformation des systèmes de soins.

7. **Près de 300 millions de femmes ont pu accéder à des services, ce qui a marqué un tournant dans la lutte contre la pauvreté multidimensionnelle.** En 2024, l'appui du PNUD a permis à 137 millions de femmes d'accéder aux services essentiels et à 139 millions de femmes d'obtenir des services financiers, contre 94 millions et 28 millions respectivement en 2023. La fourniture de services intégrés favorise l'indépendance économique des femmes et contribue à briser les cycles de pauvreté au sein des communautés. Le PNUD a également appuyé des réformes économiques structurelles, notamment des réformes de la politique budgétaire et du système fiscal, afin d'éliminer définitivement les obstacles liés au genre dans 28 pays.

8. **Le PNUD demeure résolument engagé à impliquer les femmes dans la vie politique malgré l'instabilité ambiante et le recul de leurs droits.** Il a appuyé la participation de 140 millions de femmes à des élections en 2024, contre 133 millions en 2023, et levé les obstacles qui entravaient la participation politique dans 26 pays en offrant des ressources et des formations et en menant des actions de plaidoyer pour que les femmes puissent s'épanouir en tant qu'électrices, candidates et dirigeantes.

9. **La médiation locale est efficace pour mettre fin à l'exclusion persistante des femmes dans les processus de paix.** L'appui du PNUD a permis à des médiatrices de résoudre des conflits fonciers, des querelles de clans et des situations de violence à l'égard des femmes et des filles, amplifiant de ce fait le rôle de premier plan qu'elles jouent et démontrant l'impact qu'elles ont sur la résilience des communautés et la cohésion sociale. Les évaluations indiquent que les solutions locales mises en œuvre par des acteurs locaux sont souvent plus efficaces, c'est pourquoi le PNUD continuera d'investir dans les programmes d'appui aux médiatrices locales et aux artisanes de la paix.

10. **Le PNUD a permis à des dizaines de millions de femmes d'avoir accès à une énergie propre.** En 2024, 17 millions de femmes dans 45 pays ont eu accès à une énergie propre, contre 14 millions dans 37 pays en 2023. L'accès à une énergie propre permet de réduire la pauvreté en temps des femmes et d'accélérer leur autonomisation économique. Il faut cependant mettre en œuvre des efforts supplémentaires pour lutter contre les inégalités structurelles entre les femmes et les hommes dans les systèmes d'énergie verte, tant au niveau des orientations et de la prise de décision qu'à ceux de la propriété, de la technique et de la prestation de services.

11. **Le PNUD opte pour une architecture interne plus dynamique.** Le PNUD s'est doté d'un solide dispositif relatif aux questions de genre qui englobe une équipe mondiale et des équipes multidisciplinaires au niveau national. Le dispositif en

question, qui permet de renforcer l'efficacité et l'incidence des interventions du Programme, dirige les travaux visant à offrir des chances égales à toutes et à tous dans l'ensemble des portefeuilles du PNUD et soutient une approche intégrée à tous les niveaux de l'organisation pour les six solutions types.

12. **La mise en œuvre de programmes exhaustifs qui renforcent l'autonomie des femmes exige des ressources durables et suffisantes.** Au rythme où vont les choses, il faudra plusieurs décennies au-delà de l'échéance de 2030 fixée pour les objectifs de développement durable pour mettre fin aux discriminations profondément ancrées et réaliser l'autonomisation des femmes. Avec un financement à long terme, le PNUD peut contribuer à accélérer le processus au moyen d'une programmation intégrée qui donne davantage de moyens d'action aux femmes à plusieurs niveaux, notamment en ce qui concerne l'économie, la sphère politique et la transition écologique.

II. Résultats obtenus par le PNUD pour les six solutions types

13. Avec les gouvernements comme principaux partenaires, le PNUD mise sur une approche contextualisée pilotée par les pays. Les choix nationaux en matière de développement orientent les programmes de pays et visent à faire progresser la réalisation des objectifs de développement et l'autonomisation des femmes, conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et tel qu'envisagé dans l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies.

Pauvreté et inégalités

14. En 2024, le service de la dette, les assiettes fiscales limitées et la mobilisation insuffisante des ressources intérieures ont restreint la marge de manœuvre budgétaire des pays à faible revenu et réduit de manière significative les investissements publics dans les services sociaux et les soins. En réponse, le PNUD a élargi son soutien aux réformes économiques, budgétaires et fiscales, ainsi qu'au renforcement des socles de protection sociale et des systèmes de soins intégrés. Il a en outre redoublé d'efforts pour répondre aux besoins immédiats des femmes en leur donnant accès aux services essentiels ainsi qu'à un soutien financier, des actifs numériques et des moyens de subsistance durables.

15. **Protection sociale et services de soins universels.** L'intégration de la résilience aux chocs, y compris ceux liés aux changements climatiques et aux conflits, est au cœur des efforts qui sont faits au niveau mondial en faveur de la protection sociale. Malgré les progrès accomplis, des lacunes importantes subsistent : deux milliards de femmes et de filles ne bénéficient toujours pas d'une protection sociale adéquate. En 2024, le PNUD a œuvré en faveur de l'amélioration de la protection sociale et des soins dans 57 pays, contre 43 en 2023. Ces efforts ont permis d'élargir l'accès, d'améliorer la prise de décision fondée sur des données et d'intégrer la prévention de la violence à l'égard des femmes. Au Belize, le PNUD a collaboré avec le Gouvernement en vue de modifier la loi relative à la violence familiale et d'obtenir l'approbation par le Cabinet de la politique et du plan d'action nationaux sur l'égalité des genres, qui visent à élargir les mesures de protection sociale qui profitent à tous et à toutes.

16. Au Cambodge, le PNUD a contribué à l'enregistrement dans les systèmes de protection sociale de plus de 140 000 ménages dirigés par des femmes. Une initiative de recherche sur l'économie des services à la personne menée en collaboration avec le laboratoire d'apprentissage mondial Equanomics a fourni une justification économique fondée sur des données probantes en faveur d'un investissement accru dans les services de soins. Les résultats obtenus sont utilisés pour formuler des

recommandations visant à transformer la manière dont les politiques et les budgets nationaux reconnaissent, répartissent et appuient la prestation de soins.

17. La valeur économique de la prestation de soins non rémunérée est de plus en plus reconnue : l'Argentine, la Colombie, le Panama et la République de Corée ont adopté des lois nationales sur les systèmes de soins en 2024. La même année, le PNUD a appuyé le développement et l'expansion de systèmes de soins intégrés dans 16 pays, contre 13 en 2023. En Macédoine du Nord, il a contribué à officialiser la prestation de soins non rémunérée et à créer des parcours d'emploi flexibles afin d'améliorer l'autonomisation économique et l'inclusion sur le marché du travail des femmes marginalisées, y compris les femmes handicapées et celles issues des populations roms ou des communautés rurales.

18. **Adoption de politiques économiques qui profitent à tous et à toutes.** Le programme phare du PNUD, Equanomics, vise à mettre les réformes budgétaires au service des objectifs d'égalité en examinant les recettes et les dépenses publiques. En 2024, 28 pays ont lancé des réformes nationales en mettant simultanément l'accent sur la planification et la budgétisation au niveau local. Les dialogues multipartites permettent d'analyser les éléments du régime fiscal (impôts, dépenses publiques) qui ont un effet discriminatoire à l'égard des femmes, de renforcer les institutions et la collecte de données, et de dégager un consensus sur les réformes d'orientation. Les partenaires d'Equanomics sont le Forum sur l'administration fiscale africaine, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

19. Une équipe conjointe d'Equanomics et de l'initiative sur la fiscalité au service des objectifs de développement durable (Tax4SDGs) a aidé le Ministère libanais des finances à examiner en détail les effets différenciés du système fiscal sur les femmes et les hommes. Le Liban a été le premier pays à se soumettre à l'exercice. Cela a conduit à la création de l'Observatoire sur le genre et la fiscalité, un outil novateur permettant de collecter, d'analyser et de diffuser régulièrement des données ventilées par sexe et des tendances liées à la correction des disparités de genre. Le PNUD s'est associé à l'administration fiscale générale et au Ministère des finances de la Mongolie pour réviser les dispositions relatives à l'impôt sur le revenu des personnes physiques de manière à favoriser la participation des femmes au marché du travail. En 2024, le Costa Rica a intégré la question de l'avancement des droits des femmes dans neuf budgets institutionnels et renforcé les capacités de 24 institutions.

20. Le PNUD a aidé 19 pays à mobiliser des financements (y compris privés) en faveur de l'autonomisation des femmes. Dix pays d'Afrique, dont l'Éthiopie, le Lesotho et le Rwanda, ont élaboré des cadres de financement nationaux intégrés.

21. **Accès intégré aux services essentiels, aux actifs numériques et autres actifs, et aux financements.** Avec le soutien du PNUD, 137 millions de femmes ont accédé aux services essentiels en 2024, contre 94 millions en 2023. Les services intégrés ont des répercussions : ils contribuent à l'autonomisation financière, à l'établissement d'une dynamique plus équitable au sein des ménages et à l'accroissement de la sécurité alimentaire. L'autonomisation des femmes permet à son tour de renforcer la capacité des familles à faire face aux risques et d'améliorer leur qualité de vie.

22. Grâce au PNUD, 139 millions de femmes ont obtenu des services financiers en 2024, contre 28 millions en 2023. En partenariat avec la Société andine de développement (CAF) et en collaboration avec sept banques d'Amérique latine (en Argentine, en Bolivie, au Mexique et au Panama), le PNUD a développé, au bénéfice de plus de 44 millions de clientes et de clients, des produits et des services financiers qui favorisent l'égalité des chances.

23. Le PNUD a intégré l'appui à l'inclusion financière aux stratégies d'autonomisation économique et d'adaptation aux changements climatiques qu'il met

en œuvre. Au Mexique, l'instauration d'un modèle d'inclusion financière a permis aux femmes d'accéder à des produits d'assurance contre les risques climatiques. Dans l'État de Morelos, en plus de cette mesure, 18 coopératives visant à offrir aux femmes un capital de départ et des compétences entrepreneuriales ont été créées.

Gouvernance

24. Le PNUD promeut la participation et le leadership des femmes en matière de gouvernance. Il est en effet prouvé que leur présence crée un climat de confiance et favorise la protection sociale et juridique et la transparence.

25. **Mobilisation collective et leadership des femmes.** En 2024, 102 bureaux de pays ont établi des partenariats avec des organisations de femmes, notamment pour défendre les droits des femmes (89), lutter contre la violence faite aux femmes (63), appuyer la création de mouvements (29) et travailler avec des défenseuses de l'action climatique (30). Au Maroc, la collaboration avec les organisations de femmes a permis de recenser les besoins particuliers des femmes dans les zones reculées et de fournir un soutien ciblé à l'emploi indépendant et aux entreprises dirigées par des femmes.

26. **Prise en compte des questions de genre par les pays.** Le PNUD a collaboré avec les gouvernements de 30 pays dans le cadre d'un programme phare prévoyant l'octroi aux institutions publiques d'un label égalité des genres. Plus d'une centaine d'institutions ont ainsi vu renforcée leur capacité à fournir des orientations et des services. Plus de 266 000 fonctionnaires et 11 secteurs y ont participé. En décembre 2024, 29 institutions publiques avaient reçu le label (8 labels d'or, 13 d'argent et 8 de bronze), parmi lesquelles des ministères des transports, des entités chargées de la gestion des risques et des conseils judiciaires.

27. Le Contrôleur général de la République du Pérou, qui a reçu le label d'or, a renforcé ses stratégies d'audit afin de recenser les difficultés rencontrées par les entités chargées de la protection des femmes victimes de violence, notamment les lacunes en matière de confidentialité et de suivi. Cela a donné lieu à l'élaboration d'un plan d'action visant à améliorer la prestation des services. Au Guatemala, le Secrétariat pour la coordination de la réduction des risques de catastrophe est devenu la première institution environnementale publique au monde à obtenir le label. Il a renforcé la participation des femmes autochtones à la gestion locale des risques de catastrophe.

28. Les institutions ayant reçu le label se sont améliorées sur plusieurs fronts : 100 % d'entre elles ont adopté des objectifs précis pour promouvoir l'égalité des chances ; 81 % disposent de mécanismes de collecte de données ventilées par sexe ; 68 % comptent des départements spécialisés dotés de plans d'action et de budgets dédiés qui rendent compte aux plus hautes autorités ; 77 % ont des politiques relatives à l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée ; 100 % se sont dotés de politiques et de protocoles pour prévenir et combattre le harcèlement sexuel ; 42 % disposent de mécanismes permettant de rendre des comptes aux organisations de femmes ; 52 % tiennent compte des résultats en matière d'égalité des chances dans l'emploi dans des politiques ou programmes institutionnels de premier plan.

29. **Accès des femmes à la justice.** Les travaux réalisés par la Plateforme pour la justice de genre en collaboration avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) ont permis de réaliser des avancées en matière de justice et de sécurité dans plus de 40 pays en 2024, contre 19 en 2023. On constate notamment une amélioration de la prestation des services et de la solidité des mécanismes de lutte contre la discrimination et la violence, ainsi que des progrès dans la participation véritable des femmes, y compris en tant que responsables. Une nouvelle recherche sur les femmes dans les institutions judiciaires

en Afrique a eu pour effet de catalyser le plaidoyer en faveur de leur intégration dans la hiérarchie judiciaire. Des initiatives mises en œuvre en Indonésie, en République démocratique populaire lao et en Thaïlande ont quant à elles attiré l'attention sur la sous-représentation des femmes dans les postes à responsabilités du système judiciaire. Le PNUD a apporté un soutien essentiel, souvent vital, aux personnes rescapées de violences sexuelles liées aux conflits en Colombie, en Éthiopie, au Kosovo¹ et en Ukraine.

30. Les programmes de mentorat mis en place à l'intention des procureurs, des enquêteurs et des policiers au Kenya et au Kosovo par l'intermédiaire de la Plateforme pour la justice de genre ont permis de lutter contre l'impunité des crimes internationaux. En Afghanistan, en Iraq et en Ukraine, la Plateforme a œuvré à accroître la capacité des organisations de la société civile à documenter les violences sexuelles liées aux conflits et à plaider en faveur de la justice transitionnelle. Elle a ainsi permis de renforcer l'application du principe de responsabilité et d'accélérer les progrès dans les contextes d'après-conflit.

Résilience

31. En 2024, le PNUD a intégré l'égalité à l'ensemble des travaux qu'il mène en faveur de la résilience, y compris en ce qui concerne la réduction et la gestion des risques de catastrophe, le soutien à l'emploi et aux moyens de subsistance des femmes qui se remettent d'une crise, et la collaboration aux efforts déployés par les organisations de défense des droits des femmes pour accroître le rôle joué par celles-ci dans la paix et le relèvement.

32. **Réduction et gestion des risques.** En 2024, le PNUD a accru l'utilisation des données ventilées par sexe et des analyses des questions de genre dans les plans de relèvement dans 20 pays, contre 28 en 2023. Cuba, l'Indonésie, les Maldives, le Myanmar, le Samoa et le Yémen ont mis au point des systèmes d'alerte précoce qui permettent d'accroître la participation et le leadership des femmes. En Éthiopie, les mesures de gestion des risques de catastrophe ont renforcé la résilience des ménages dirigés par des femmes ayant été affectés par des glissements de terrain.

33. Le PNUD a intégré l'analytique des données dans l'analyse des conflits dans six pays, en particulier au Libéria, en République arabe syrienne et dans la région du Sahel, ce qui a permis de recenser les causes profondes des conflits et de concevoir des interventions ciblées qui visent l'autonomisation des femmes.

34. **Relèvement résilient.** De nombreuses stratégies intégrées ont permis d'élargir l'accès des femmes à des ressources qui leur permettent d'être plus résilientes, notamment le savoir, la terre, le crédit, la technologie, la protection sociale et les services de soins. En 2024, grâce aux efforts qui ont été faits en matière de réduction de la pauvreté et de renforcement de la résilience, 1,3 million de femmes ont trouvé un emploi et vu leurs moyens de subsistance améliorés dans 42 pays en situation de crise ou d'après-crise. Les programmes destinés aux rescapées de violences faites aux femmes intègrent de plus en plus l'autonomisation économique et le soutien mental et psychologique, améliorant ainsi la résilience et la participation économique des femmes. Au Soudan du Sud, le PNUD s'est associé à un réseau de volontaires formés pour offrir aux femmes associées à des groupes armés des services de santé mentale et d'aide psychosociale ainsi qu'une aide à la réintégration économique, renforçant ainsi la paix et la stabilité dans les communautés concernées.

35. En République arabe syrienne, le PNUD a adopté une approche intégrée pour faire face à la crise humanitaire majeure qui sévit dans le pays, ainsi qu'au déclin

¹ Toute mention du Kosovo doit s'interpréter à la lumière de la résolution 1244 du Conseil de sécurité.

économique et à l'amélioration limitée des droits des femmes. Il a ainsi facilité l'accès des femmes à l'emploi à long terme et s'est associé à 22 organisations et réseaux de la société civile dirigés par des femmes pour faire davantage entendre les voix des femmes, renforcer leur leadership et gérer des lieux sûrs pour elles. Plus de 19 000 femmes et filles ont trouvé refuge dans les centres créés à cette fin. La plateforme Fadfada, un service numérique innovant, a permis à plus de 13 000 femmes de bénéficier à distance de services de santé mentale et d'un soutien psychosocial. Le soutien crucial apporté par le Programme d'assistance au peuple palestinien et le PNUD en Ukraine aux organisations de la société civile dirigées par des femmes pour fournir une aide humanitaire urgente et piloter les efforts de relèvement rapide a permis de renforcer la résilience des communautés.

36. Le PNUD améliore et adapte en permanence ses stratégies afin de favoriser l'autonomisation des femmes dans des environnements complexes en évolution rapide. En Afghanistan, des solutions mixtes comme le travail à distance, la formation aux compétences numériques et les initiatives communautaires favorisent la participation des femmes au développement économique et social.

37. Le PNUD a placé l'égalité des chances au cœur de ses nouveaux dispositifs de relèvement rapide et mis à jour sa boîte à outils sur les questions de genre et le relèvement. Ces deux ressources permettent d'obtenir des conseils d'experts dès le début d'une crise. Elles contribuent à donner la priorité au leadership des femmes et à répondre à leurs besoins particuliers dès les premières phases d'une intervention.

38. **Leadership et pleine participation des femmes à la paix et au relèvement** (voir la solution type n° 6).

Environnement

39. Le PNUD a contribué à placer l'autonomisation des femmes au cœur des négociations mondiales sur la biodiversité, les changements climatiques et la désertification, dont la succession sans précédent a marqué l'année 2024. L'amélioration des données environnementales et la recherche prospective ont permis d'intégrer l'autonomisation des femmes dans les stratégies nationales en matière de biodiversité et d'action climatique.

40. **Réduction des risques et encadrement de l'utilisation durable et équitable des ressources naturelles.** L'appui apporté par le PNUD à 6,8 millions de femmes dans 76 pays (contre 5,3 millions en 2023) s'est traduit par l'adoption de mesures visant à protéger la nature et à accroître l'utilisation durable des ressources. En Inde, grâce aux financements du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le PNUD a intégré la conservation, les moyens de subsistance durables et les mesures favorisant l'autonomisation des femmes dans le cadre du projet SECURE Himalayas. Il a ainsi renforcé les moyens de subsistance des femmes et le rôle de premier plan qu'elles jouent dans le suivi de la biodiversité, notamment grâce à des groupes d'entraide dirigés par des femmes. Ces groupes ont grandement contribué au développement de l'écotourisme et des chaînes de valeur connexes.

41. En République-Unie de Tanzanie, l'appui intégré en faveur de la résilience, de la lutte contre les changements climatiques et de la réduction de la pauvreté a notamment consisté à recourir à une évaluation de l'incidence des changements climatiques et de la vulnérabilité. L'objectif était de mettre en évidence l'accès limité des femmes à des moyens de subsistance alternatifs et le fardeau accru qui pèse sur elles en raison des pénuries d'eau et des parasites agricoles. À la suite de cette évaluation, la mobilisation de la population et le renforcement des capacités des fonctionnaires locaux ont permis de faire en sorte qu'il soit tenu compte des besoins des femmes dans les activités de développement local.

42. Les évaluations réalisées ont mis en évidence un changement radical dans la programmation intégrée associant les travaux sur l'environnement et l'égalité des genres, notamment par l'intermédiaire de l'initiative du PNUD en faveur de la nature (Nature Pledge). L'initiative vise à aider 140 pays à intégrer la nature dans leurs plans nationaux et sectoriels en appliquant une approche axée sur l'égalité des chances. En parallèle, le PNUD a aidé une centaine de pays à renforcer le leadership des femmes et leur participation à la prise de décision dans la gestion des ressources naturelles et à combler les écarts entre les genres en matière d'accès aux ressources naturelles et de contrôle de ces ressources. Au niveau mondial, 41 % des projets achevés en 2024 dans le cadre du Programme de microfinancements du FEM étaient dirigés par des femmes et 86 % promouvaient d'autres actions en faveur de l'autonomisation des femmes.

43. À l'occasion des réunions mondiales sur les changements climatiques, la biodiversité et la désertification, le PNUD a publié la trousse d'action « [Nature for Gender Equality](#) », un outil de sensibilisation destiné aux négociateurs, aux partenaires et aux autres parties prenantes. La publication intitulée *Integrated Actions for Accelerated Impacts* (Accélérer l'impact au moyen d'actions intégrées) porte quant à elle sur des réussites concrètes : on y trouve des exemples de stratégies et plans d'action nationaux harmonisés pour la biodiversité et de contributions déterminées au niveau national qui promeuvent l'égalité des chances pour toutes et tous.

44. **Engagements en faveur de l'égalité des genres dans les plans d'action pour le climat.** En 2024, la Promesse climatique, une initiative multipartite pilotée par le PNUD, a aidé plus de 63 pays à mettre en œuvre dans les contributions déterminées au niveau national des dispositions qui promeuvent l'autonomisation des femmes. Quarante-quatre pays ont renforcé les capacités institutionnelles de leurs ministères de l'environnement, de l'énergie ou des finances en matière de genre et de climat. Le PNUD a aidé 26 pays d'Amérique latine et des Caraïbes à intégrer le leadership des femmes dans leurs plans nationaux pour le climat. Il a en outre collaboré avec des organisations de femmes à la lutte contre les changements climatiques dans 30 pays, contre 22 en 2022.

45. Dans le cadre de la Promesse climatique, le PNUD a financé la création au Cambodge, en Colombie, en Équateur et au Kenya de groupes de femmes autochtones dont les connaissances sur le climat et les forêts devaient servir à orienter l'élaboration des plans nationaux sur le climat et la biodiversité. L'initiative a permis de progresser dans la réalisation des objectifs climatiques. En Colombie, l'appui intégré offert aux femmes d'ascendance africaine victimes de violence a contribué à la réalisation de certains objectifs relatifs à l'amélioration des moyens de subsistance, la sécurité et la conservation, notamment par la restauration de mangroves, le renforcement de l'adaptation au climat et de la protection de la biodiversité, et l'autonomisation économique.

46. Le PNUD a favorisé l'autonomisation des femmes dans les projets financés par le Fonds vert pour le climat portant sur la réduction des émissions causées par la déforestation et la dégradation des forêts au Brésil, au Costa Rica, en Équateur, au Ghana et en Indonésie. Dans le cadre du Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement, 20 pays ont adopté des mesures liées à la transition vers des chaînes de valeur qui ne contribuent pas à la déforestation, au financement de l'action climatique basé sur la performance, à la prévention des incendies de forêt et à la mise en œuvre de contributions déterminées au niveau national qui favorisent l'égalité des chances entre les femmes et les hommes. En Indonésie, le projet Kalimantan Forest (KALFOR) apporte des compétences et un

appui financier aux femmes et aux communautés afin de développer des moyens de subsistance durables et de préserver les forêts.

47. À l'avenir, le PNUD s'efforcera de renforcer les capacités institutionnelles et d'améliorer la cohérence des politiques et les allocations budgétaires dans le cadre d'une approche globale visant à provoquer des changements plus profonds dans les structures qui sont à l'origine des inégalités et des crises environnementales.

Énergie

48. Grâce aux efforts déployés par le PNUD, on s'attend à ce que les retombées des énergies propres profitent à 177 millions de personnes dans 128 pays entre 2022 et 2025, dont 88,5 millions de femmes. Les interactions entre l'énergie propre et l'autonomisation des femmes fonctionnent dans les deux sens : l'énergie propre peut permettre d'accélérer la réalisation des droits des femmes, et l'exercice d'un plus grand nombre de droits peut favoriser l'adoption d'énergies propres.

49. **Accès à l'énergie et accélération de l'autonomisation économique des femmes.** En 2024, le PNUD a amélioré l'accès à l'énergie de 17 millions de femmes dans 45 pays, contre 14 millions dans 37 pays en 2023. Des initiatives comme celle intitulée « Powering Gender Equality » ont misé sur les énergies propres pour stimuler l'autonomisation économique des femmes en Éthiopie, en Eswatini, à Madagascar et au Malawi. Des coopératives dirigées par des femmes ont acquis des technologies à rendement énergétique élevé, comme des équipements de boulangerie industrielle, et certaines entreprises ont multiplié leur production par cinq. Dans les quatre pays, le PNUD a collaboré à l'examen des politiques avec les ministères de l'énergie afin de garantir leur intégration dans les politiques énergétiques nationales.

50. **Investissements dans l'énergie visant à faire reculer la pauvreté en temps.** Le PNUD a mobilisé 139 millions de dollars de subventions pour des projets de cuisson propre ciblant 2,73 millions de personnes dans 27 pays. Ces initiatives intégrées permettent de réduire la déforestation, la pollution et la pauvreté en temps des femmes. En Mongolie, le PNUD a contribué au remplacement des appareils de chauffage au charbon par des appareils fonctionnant à l'énergie solaire dans les ménages dirigés par des femmes et aidé le Ministère de l'énergie à mettre en œuvre sa nouvelle stratégie et son nouveau plan d'action pour la promotion de l'égalité des genres.

51. **Énergie et interventions en cas de crise.** En Moldavie, le PNUD a mis en œuvre une intervention d'urgence pour faire face à la forte hausse des prix des produits agricoles causée par la perturbation des chaînes d'approvisionnement et les pénuries d'énergie dans une Ukraine déchirée par la guerre. Il a ainsi aidé les entrepreneuses agricoles à adopter des solutions à haut rendement énergétique fondées sur des énergies renouvelables et doté les organisations non gouvernementales régionales des moyens leur permettant de renforcer leurs capacités et d'appliquer des solutions économes en énergie. Cette initiative a permis de réduire la dépendance à l'égard des énergies non renouvelables, de diminuer les dépenses de fonctionnement et d'améliorer la qualité des produits.

52. **Conseils concernant les choix de politique.** Le Centre de l'énergie durable du PNUD promeut systématiquement l'égalité des chances et l'autonomisation des femmes dans les conseils qu'il donne aux pays concernant les choix de politique. En 2024, il a élaboré des orientations relatives à la fourniture d'énergie dans les situations de crise et publié un [document de synthèse sur la cuisson propre](#).

Égalité des genres

53. La solution type n° 6 reflète les priorités clés de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing de 1995. Elle cible des accélérateurs tels que l'élimination de la ségrégation du marché, la représentation égale des femmes en politique, la prévention et la suppression de la violence faite aux femmes, la lutte contre le recul des droits des femmes et la production de données visant à orienter les changements à apporter aux politiques. Il est appelé dans la solution type n° 6 à la mise en place d'interventions autonomes à chaque niveau de l'organisation, mais cette solution est conçue pour être mise en œuvre en combinaison avec les cinq autres.

54. **Économies inclusives et autonomisation économique des femmes.** En 2024, le PNUD a aidé 32 pays à éliminer les obstacles qui perpétuent la ségrégation du travail et la discrimination dans l'économie, contre 29 en 2023. Il a notamment mis en œuvre des initiatives intégrées visant à améliorer l'accès au financement, à la terre, aux actifs numériques et aux possibilités d'entrepreneuriat. En Sierra Leone, des subventions, une assistance technique et des services liés au développement des entreprises ont permis de transformer des entreprises dirigées par des femmes et d'étendre leurs activités à des secteurs à valeur ajoutée comme les aliments pour nourrissons et les produits dérivés du cacao. L'appui du PNUD a permis d'augmenter les revenus, de réduire de moitié les délais de production et de créer des emplois supplémentaires pour les petites agricultrices, en particulier les adolescentes et les jeunes femmes non scolarisées. Une recherche prospective actuellement menée dans les États arabes examine les possibilités, les défis et les risques liés à l'avenir du travail pour les femmes dans les secteurs vert et numérique.

55. En 2024, le PNUD a aidé 28 pays à réduire la fracture numérique entre les genres, contre 22 en 2023. En Arménie, dans le cadre de l'élaboration de la Stratégie nationale pour l'emploi pour la période 2024-2030, le PNUD a piloté une initiative relative à l'amélioration des compétences numériques des femmes qui a permis d'accroître leur employabilité et leur participation numérique.

56. Conformément à une recommandation formulée à la suite d'une évaluation, le PNUD s'efforce de défendre plus activement les droits des femmes à la propriété foncière et à la possession d'autres biens. Au Togo, des campagnes publiques ont permis à plus de 1 000 femmes de mieux comprendre les lois et les procédures juridiques. Au Kenya, l'initiative Amkeni Wakenya a permis d'améliorer la culture juridique des femmes et leur accès à la justice, notamment en ce qui concerne les litiges relatifs à la succession et à la propriété. Le PNUD a aidé plus de 500 résidentes du bassin hydrographique du canal de Panama à obtenir de nouveaux titres fonciers et à participer davantage à la gouvernance locale.

57. **Égalité de pouvoir et de représentation.** L'année 2024 a été importante sur le plan des élections. Le PNUD a appuyé la participation de 140 millions d'électrices dans 26 pays, contre 133 millions en 2023. Il a contribué à promouvoir le leadership et la participation égale des femmes dans les institutions publiques dans 47 pays en mettant l'accent sur des mesures visant à renforcer, grâce aux caucus, commissions parlementaires et réseaux de femmes, le pouvoir de celles qui occupent des fonctions publiques. En Thaïlande, des ateliers de renforcement des capacités, des échanges de connaissances et des actions de sensibilisation ont permis d'améliorer les compétences des femmes politiques et des candidates et d'accroître leur notoriété. En Gambie, l'appui fourni par le PNUD à 60 dirigeantes, 75 aspirantes dirigeantes, 10 organisations de la société civile et 50 réseaux locaux de femmes a contribué à accroître de 78,3 % la représentation des femmes dans les structures communautaires. Il a aussi permis de rejeter une tentative d'abrogation de la loi sur l'interdiction des mutilations génitales féminines. En Géorgie, la proportion de femmes dans les postes de décision des instances municipales est passée de 13,4 % en 2022 à 30 % en 2024

à la suite d'une action de plaidoyer réussie menée par le PNUD auprès de trois grands partis politiques.

58. Leadership et pleine participation des femmes à la paix et au relèvement.

Le PNUD a continué d'accroître la représentation des femmes dans les mécanismes de médiation, de réconciliation et de consolidation de la paix dans 25 pays, contre 22 en 2023. Aux Philippines, dans la région de Bangsamoro, il a aidé un groupe de 157 femmes qui œuvre à la consolidation de la paix au sein des communautés, appelé Women Insider Mediators – Rapid Action and Mobilization Platform, à maintenir la paix pendant les récentes élections. Le groupe en question utilise une approche intégrée de la paix et du développement. Il aide à résoudre les conflits fonciers et les querelles de clans, à régler les différends familiaux et à mettre un terme à la violence entre partenaires intimes. Il renforce également la résilience des communautés en s'attaquant à des problèmes cruciaux dans les domaines de la santé, de l'éducation et des moyens de subsistance.

59. En Iraq, le PNUD collabore avec le secteur de la sécurité pour faire tomber des obstacles tenaces et remettre en question les normes masculines préjudiciables. Une plateforme électronique nationale innovante a été créée pour servir de pôle de connaissances et documenter, suivre et alimenter les discussions sur la paix et la sécurité. Une méthode d'auto-évaluation a par ailleurs été élaborée en partenariat avec le Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité afin de créer des liens entre le mécanisme national de promotion des femmes, le secteur de la sécurité et les organisations de la société civile.

60. Le PNUD collabore de plus en plus avec les organisations locales de femmes lorsqu'il s'agit d'intervenir dans les situations de crise. Le Programme d'assistance au peuple palestinien a renforcé les capacités de ces organisations à fournir à près de 8 000 femmes une assistance juridique, des services de médiation, un soutien psychosocial ou d'autres services socio-économiques inclusifs. Grâce à ces efforts, des centres de services communautaires à guichet unique ont pu être créés avec l'aide du PNUD. Les centres ont également offert des services d'enseignement supérieur à quelque 77 100 étudiantes et étudiants, dont plus de 65 % étaient des jeunes femmes.

61. Prévention et répression de la violence fondée sur le genre. En 2024, le PNUD a aidé 41 pays à améliorer les lois, politiques, plans d'action et autres mesures visant à mettre fin à la violence à l'égard des femmes et à garantir leur mise en œuvre. Au Malawi, par exemple, le PNUD a créé un tribunal virtuel, ce qui a permis de supprimer certains obstacles qui entravaient l'accès aux services juridiques, comme les coûts élevés de transport, et de traiter les cas de manière plus efficace et plus transparente. Ces deux avancées permettent de mieux protéger les personnes rescapées et de mieux appliquer le principe de responsabilité dans le système judiciaire.

62. L'Initiative Spotlight 2.0, lancée en 2024 avec le soutien continu de l'Union européenne et d'autres partenaires, vise à accroître l'appropriation des programmes par les pays et à mettre fin à la violence à l'égard des femmes. En Ouganda, les efforts déployés pour mettre un terme à la violence sexuelle et à la violence exercée par un partenaire intime contre les femmes dans 12 districts cibles ont déjà entraîné une augmentation de 1,5 % du nombre de signalements officiels. À Trinité-et-Tobago, le PNUD a collaboré avec l'école de police en formant plus de 600 agentes et agents à la prise en compte des questions de genre dans les activités de police et en augmentant le nombre de signalements qui sont faits dans les commissariats.

63. En partenariat avec l'École nationale de police coréenne, le PNUD a renforcé les capacités des forces policières de la Bosnie-Herzégovine, de la Côte d'Ivoire, de l'Indonésie et de la Macédoine du Nord à répondre à la violence contre les femmes facilitée par les technologies.

64. **Enrayement du recul des droits des femmes.** La création de coalitions pour défendre les droits des femmes contribue à protéger les acquis et à enrayer le recul observé à cet égard. En Amérique latine, le PNUD a aidé sept organisations de la société civile de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie et du Guatemala à élaborer des stratégies pour y faire face.

65. **Intégration de perspectives intersectionnelles dans les programmes de pays.** Dans le cadre du label égalité des genres pour les institutions publiques, le Ministère brésilien de la gestion et de l'innovation dans les services publics a formé 500 000 fonctionnaires à l'intégration des considérations liées à la race dans les politiques et les services. Au Monténégro, les femmes roms ont été invitées à participer aux dialogues locaux afin de créer un climat de confiance et de renforcer la résilience de la communauté.

66. **Évolution des normes sociales négatives.** En 2024, le PNUD a mis en œuvre 486 initiatives dans 36 pays pour lutter contre les normes sociales préjudiciables et la discrimination à l'égard des femmes. L'examen des normes sociales, des pratiques et des dynamiques de pouvoir mené dans le cadre du Baromètre de l'égalité des genres de la Bosnie-Herzégovine, un outil mis au point avec l'aide du PNUD, permet de conclure que des normes bien ancrées entravent les progrès en dépit des efforts institutionnels qui sont déployés. Le Baromètre a attiré l'attention sur l'importance de mettre en œuvre des actions ciblées dans plusieurs domaines, à savoir l'emploi, l'économie des services à la personne, la participation politique et la lutte contre la violence à l'égard des femmes. Les conclusions qu'il a permis d'obtenir ont aussi incité 2 000 défenseuses et défenseurs des droits des femmes à redoubler d'efforts pour plaider en faveur d'un changement systémique et d'une transformation sociale par l'intermédiaire du Women Forum for Development.

67. **Amélioration des données et des analyses aux fins de l'élaboration des politiques.** En 2024, 68 pays ont amélioré la collecte et l'analyse des données sur le genre. El Salvador, le Honduras, le Pérou et la République dominicaine ont utilisé un outil de géoréférencement fondé sur des innovations telles que l'exploration de données et la cartographie collaborative pour générer en temps réel des données sur l'offre et la demande de soins. Cet outil a joué un rôle crucial dans le recensement des lacunes en matière de soins et l'élaboration de recommandations pratiques visant à améliorer les services et les infrastructures de soins pour les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées. En Serbie, le PNUD s'efforce d'améliorer, entre autres, les données concernant les femmes dans les domaines de la science, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques.

III. Partenariats

68. Le PNUD a continué de nouer des collaborations créatives, captivantes et analytiques avec un éventail de partenaires. Ces partenariats ont permis de renforcer le pouvoir de mobilisation et l'apprentissage collectifs en tirant parti de diverses sources de connaissances et de compétences et en leur accordant de l'importance.

69. **Coordination avec le système des Nations Unies.** Le PNUD reste pleinement attaché à la mise en œuvre rigoureuse du Plan pour l'accélération de la réalisation de l'égalité des genres dans le système des Nations Unies et du Plan d'action 3.0 à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'avancement des femmes. Il s'agit dans les deux cas d'une occasion unique de renforcer la coordination interne et la coordination interinstitutions. Le PNUD est aussi un membre proactif du Réseau des Nations Unies pour l'égalité des genres, qui relève du Groupe des Nations Unies pour le développement durable, et continue de mettre en œuvre au niveau national la feuille de résultats des équipes de pays relative au Plan d'action à l'échelle

du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'avancement des femmes. En 2024, 101 bureaux de pays ont mis en œuvre avec succès la feuille de résultats, contre 94 en 2023. En outre, 48 bureaux de pays du PNUD ont coprésidé des groupes thématiques interinstitutions, favorisant ainsi une approche unifiée à fort impact dans l'ensemble des équipes de pays.

70. ONU-Femmes reste un partenaire indéfectible du PNUD dans 75 pays, notamment en matière de planification stratégique, de communication et de plaidoyer, et de programmation conjointe. Le PNUD et ONU-Femmes ont notamment fait équipe pour appuyer l'Initiative présidentielle de haut niveau de l'Union africaine sur la masculinité positive dans le leadership, qui a abouti à la décision historique d'élaborer la Convention de l'Union africaine visant à mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles. Cette collaboration a permis la tenue de consultations approfondies avec le Réseau des femmes d'influence en Afrique, des organisations de la société civile, des jeunes et d'autres parties prenantes.

71. Le PNUD a continué de collaborer avec d'autres entités du système des Nations Unies. Le programme Ra'idat, une initiative conjointe de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye, du PNUD, d'ONU-Femmes et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, offre à des jeunes Libyennes des formations, des services de mentorat et une ouverture à l'international et leur permet de renforcer leurs compétences en matière d'organisation de campagnes, de prise de parole en public et de plaidoyer. Plusieurs des participantes, sélectionnées parmi les plus de 700 jeunes femmes ayant soumis un dossier, ont fini par se porter candidates à des fonctions politiques locales ou par entreprendre des projets communautaires. Le programme a ainsi permis d'améliorer la représentation et des jeunes femmes libyennes et l'influence qu'elles ont dans les prises de décision politique.

72. **Renforcement des liens avec la société civile.** Le PNUD tire parti de son pouvoir fédérateur et de l'espace d'échange qu'il offre pour établir et maintenir le dialogue entre les décideurs politiques, d'une part, et les organisations de femmes, les organisations communautaires et les groupes et réseaux de femmes, d'autre part. Plus d'une centaine de bureaux de pays ont fait équipe avec des organisations et des mouvements de femmes en 2024, notamment pour défendre les droits des femmes, créer des mouvements et élargir l'espace civique. En Zambie, le PNUD a réuni des responsables gouvernementaux, des entités des Nations Unies et des organisations de la société civile pour renforcer la prévention et la répression de la violence faite aux femmes. Ces efforts ont permis la création de tribunaux à procédure accélérée et de centres à guichet unique gérés par les communautés, ainsi que la mobilisation des dirigeantes et dirigeants locaux en faveur de changements sociaux et comportementaux visant à réduire l'acceptation de la violence à l'égard des femmes.

73. Le PNUD collabore systématiquement avec les organisations de femmes et d'autres groupes pour défendre les droits des femmes handicapées. Au Monténégro, le PNUD a aidé le Gouvernement à rédiger la loi sur le système unifié d'évaluation du handicap. À Cabo Verde, le soutien technique et financier offert par le Programme a permis de faire avancer la mise en œuvre de la Stratégie pour l'inclusion des personnes handicapées (2024-2030), qui met l'accent sur la fourniture d'un appui ciblé aux femmes, au moyen notamment d'un inventaire des infrastructures et des services sociaux existants.

74. **Élargissement de l'éventail des partenaires.** Le PNUD établit des relations durables avec des partenaires non traditionnels, comme des organisations d'inspiration religieuse et des réseaux de jeunes, pour piloter les efforts visant à mettre fin à l'extrémisme violent et à modifier les comportements préjudiciables aux femmes. En 2024, le Programme a œuvré en faveur de la paix et de la cohésion sociale au Burkina Faso en formant au dialogue, à la prévention des conflits, à la prise en

charge des rescapées de violences faites aux femmes, au dialogue interreligieux et à la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent des jeunes femmes leaders, des personnalités religieuses et plus de 160 organisations de la société civile.

75. La collaboration avec les institutions universitaires et les groupes de réflexion favorise le leadership des femmes. Au Kosovo, le PNUD a stimulé l'émergence d'une nouvelle génération de défenseuses de la cohésion sociale en faisant participer une centaine de jeunes femmes à des discussions sur la justice transitionnelle en collaboration avec le département de journalisme de l'université de Pristina. En 2024, le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU, l'université de Pittsburgh et le PNUD ont appuyé des plans d'action nationaux relatifs à la fonction publique. L'objectif était de donner aux femmes les moyens de jouer un rôle de premier plan dans l'administration publique, notamment au Bhoutan, à Maurice, en République démocratique populaire lao et au Sénégal.

76. Le PNUD a continué de collaborer avec des institutions financières internationales et des banques multilatérales de développement. Au Costa Rica, le PNUD s'est associé au mécanisme national de promotion des femmes et à la Banque interaméricaine de développement pour accroître l'inclusion financière et garantir l'égalité salariale dans les entreprises et les institutions publiques.

77. **Collaboration avec le secteur privé.** Les partenariats stratégiques permettent de tirer parti des innovations et des investissements du secteur privé. En Inde, le PNUD, le Ministère du logement et des affaires urbaines et la Fondation Bill & Melinda Gates ont mis au point des modèles évolutifs de garde d'enfants afin d'accroître la participation des femmes au marché du travail. Ils ont bénéficié pour ce faire du soutien de la Urban Care Coalition, qui crée des liens entre les principaux acteurs publics et privés afin de mobiliser les investissements. Jusqu'à présent, le projet a permis la mise en place de services pilotes fondés sur des partenariats publics et privés dans une demi-douzaine de villes.

78. Le label égalité des genres pour le secteur privé est en passe de devenir un mécanisme stratégique permettant d'institutionnaliser des pratiques de fonctionnement qui profitent aux femmes et à l'ensemble de l'économie. En 2024, 161 entreprises du secteur privé œuvrant dans les domaines de l'énergie, des télécommunications et de la finance ont reçu le label. La Banque centrale du Rwanda compte parmi les institutions financières rwandaises ayant reçu le label. L'institution est à l'origine de la politique « **Not Alone** », qui vise à renforcer l'accès des femmes rurales aux services d'argent mobile. L'initiative a permis d'atteindre plus de 8 500 femmes ; près de 2 700 d'entre elles utilisaient de l'argent mobile pour la première fois.

79. **Le PNUD a renforcé son engagement auprès des principaux donateurs, notamment par l'intermédiaire de son guichet de financement pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes.** Les Gouvernements du Luxembourg et de la République de Corée restent des partenaires engagés dans le développement de programmes phares en pleine expansion, comme Equanomics, ainsi que dans l'introduction d'innovations. Le Gouvernement français a doublé les investissements en faveur du programme pour les femmes et la paix et la sécurité ; il appuie notamment la multiplication des efforts du PNUD visant à renforcer le leadership des femmes et à faciliter la reprise économique dans les contextes de crise. Des collaborations fructueuses avec l'Allemagne, le Canada, l'Espagne, la Norvège et le Royaume-Uni se sont nouées en 2024. De nouveaux partenariats ont par ailleurs été établis avec des organismes philanthropiques, dont les fondations Hewlett et Gates.

IV. Transformation institutionnelle

80. En 2024, le PNUD a renforcé les sept composantes interconnectées de son cadre institutionnel, soit l'exercice des responsabilités, l'intégration, l'apprentissage et l'innovation, la culture, le financement, la responsabilité et la communication.

81. Le PNUD a utilisé le label égalité des genres pour faire progresser cet enjeu dans l'ensemble des bureaux de pays. Un nombre record de 66 bureaux ont obtenu le label. Plus de 1 500 personnes en provenance des quatre coins du monde ont participé à une cérémonie organisée en l'honneur des 11 lauréats du label d'or, des 30 lauréats du label d'argent et des 25 lauréats du label de bronze. La cérémonie comportait aussi un volet spécial lors duquel étaient récompensés 13 pays touchés par des crises.

82. Le programme de label pour la période 2025-2027 comprendra des normes actualisées alignées sur le Plan pour l'accélération de la réalisation de l'égalité des genres dans le système des Nations Unies et sur le Plan d'action 3.0 à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'avancement des femmes. Un soutien ciblé individuel sera offert aux bureaux en situation de crise dans le cadre d'un volet amélioré pour les aider à mieux naviguer dans des contextes complexes. Un nouveau label, le « Green Gender Seal », proposera une certification volontaire ambitieuse conçue pour intégrer l'autonomisation des femmes au moyen d'initiatives en matière d'environnement et d'énergie.

83. **Évaluation des résultats au regard du Plan d'action 2.0 à l'échelle du système des Nations Unies.** Le PNUD a maintenu un score élevé en dépassant ou en atteignant les objectifs fixés pour 15 des 16 indicateurs pertinents.

84. **Exercice des responsabilités.** En 2024, 25 dirigeantes et dirigeants du PNUD ont obtenu le certificat de leadership pour l'égalité des genres. Parmi eux se trouvaient des représentantes et représentants résidents, des représentantes et représentants résidents adjoints et des gestionnaires de centres régionaux. Les participants avaient suivi une formation de plus de 20 heures co-animée par Gender@Work et Kings College. Conformément à l'engagement pris par le Secrétaire général de défendre les droits des femmes, 52 % des déclarations et discours faits par l'Administrateur du PNUD et 50 % de ceux faits par l'Administrateur associé du PNUD en 2024 ont fait explicitement référence à l'autonomisation des femmes ou à des sujets connexes.

85. **Intégration et spécialisation.** Le PNUD adopte des approches plus souples pour améliorer l'efficacité institutionnelle. L'Équipe mondiale chargée des questions de genre reste la pierre angulaire de l'architecture organisationnelle du PNUD. Les équipes multidisciplinaires continuent de démontrer leur efficacité s'agissant d'améliorer la coordination verticale et horizontale.

86. **Apprentissage permanent et innovation.** Le premier cycle du laboratoire d'apprentissage mondial Equanomics sur l'égalité des genres dans l'économie, auquel participait une cohorte formée de 60 économistes, s'est conclu en juin 2024. Cette initiative a permis de mettre en relation des économistes du PNUD et des économistes mondiaux de premier plan pour qu'ils réfléchissent ensemble aux mesures possibles et aux solutions alternatives pour améliorer les économies. Les interventions proposées peuvent notamment concerner les politiques budgétaires, les marchés du travail, les changements climatiques et les corrélations entre l'économie et les normes sociales négatives. Le pourcentage d'économistes du PNUD qui connaissaient bien les sujets susmentionnés est passé de 25 à plus de 68 %. Le pourcentage de ceux qui se sentaient à l'aise de discuter de ces questions avec leurs partenaires gouvernementaux est quant à lui passé de 45 à près de 80 %.

87. Le PNUD a également associé 17 bureaux de pays à des femmes économistes de renommée mondiale pour appuyer l'innovation et la mise en œuvre du portefeuille

de projets. De nombreux bureaux se sont concentrés sur l'expansion des systèmes de soins par divers moyens, notamment la planification urbaine en Inde, l'adoption de politiques nationales de soins au Bhoutan et au Chili, et la macro-modélisation visant à simuler la croissance économique nationale induite par les investissements publics dans les soins au Cambodge. D'autres efforts ont porté sur les réformes des finances publiques visant à promouvoir l'égalité des chances dans le cadre du plan national de croissance du Monténégro, sur l'évaluation des incidences diverses de l'endettement des ménages sur les femmes et les hommes au Sri Lanka, et sur la lutte contre les biais fiscaux et l'amélioration de la budgétisation visant à promouvoir l'égalité des chances en Thaïlande.

88. **Culture d'égalité et d'inclusion.** Le PNUD s'efforce d'instaurer une culture dans laquelle chaque personne est respectée, valorisée, en sécurité, et où elle se sent intégrée et a accès à des possibilités. L'initiative Speak Up Culture favorise la création d'un environnement de travail inclusif et solidaire et l'établissement d'un dialogue proactif tout en décourageant les comportements passifs de spectateur ou spectatrice. Quelque 2 000 personnes ayant différents types de contrats ont été concernées par les interventions combinées pilotées avec 12 bureaux sur une période de deux ans (2023-2024).

89. Pour renforcer les capacités internes en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles, le PNUD a concentré son action sur la prévention, le signalement et l'intervention, le soutien aux victimes et l'établissement des responsabilités. En 2024, tous les bureaux et services ont soumis à l'Administrateur des plans d'action et des certifications annuelles de mise en œuvre sur ces questions. Environ 94 % du personnel a suivi le cours sur le harcèlement sexuel et celui sur l'exploitation et les atteintes sexuelles. On estime à 4 000 le nombre de personnes formées dans 50 bureaux de pays, y compris tous les représentants résidents ; des représentants résidents adjoints ; 181 personnes référentes en matière de prévention du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles ; tous les membres du personnel d'encadrement (P4 et plus) des quatre bureaux centraux ; tous les administrateurs auxiliaires et tous les boursiers africains.

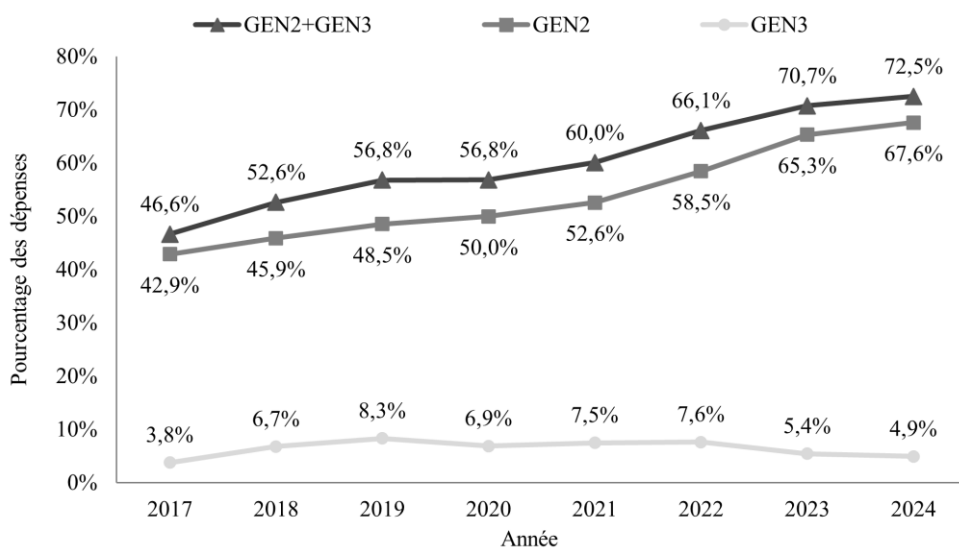
90. En décembre 2024, la parité femmes-hommes était une réalité dans l'ensemble du personnel du PNUD, notamment parmi les sous-secrétaires généraux et sous-secrétaires générales, les représentantes et représentants résidents et leurs adjointes et adjoints. Il reste encore du chemin à faire pour garantir la représentation des femmes aux niveaux G-1 à G-4, dans les classes C et D de la catégorie des administratrices et administrateurs recrutés sur le plan national, ainsi qu'aux niveaux P-4, P-5 et D-2. Il faudrait aussi que les hommes soient davantage représentés dans les classes moins élevées, comme la classe A de la catégorie des administratrices et administrateurs recrutés sur le plan national, ainsi que les niveaux P-1, P-2 et G-5 à G-7. Il faut poursuivre les efforts pour permettre à un plus grand nombre de femmes d'accéder à des postes de décision, en particulier dans les pays touchés par des crises. Le PNUD propose divers programmes de formation et d'évolution professionnelle pour corriger les déséquilibres qui persistent dans les postes à responsabilités. La cohorte de 2024 du programme SPARK, une initiative de développement de carrière en ligne conçu pour les femmes, était formée de 117 participantes, et le taux d'achèvement a été de 88 %. Les retours d'expérience suggèrent une amélioration concernant l'engagement professionnel, 33 % des anciennes participantes ayant fait état de changements positifs dans leur carrière.

91. **Mobilisation des hommes.** En 2024, la communauté de pratique sur les questions de genre a fait la promotion de la masculinité positive et fait participer les hommes en tant que partenaires. Dans le cycle de conférences du réseau sur le thème « Transforming Masculinities and Targeting Men and Boys » (Transformer les

masculinités et cibler les hommes et les garçons), une séance portait sur un rapport de réflexion établi par le Bureau indépendant d'évaluation et intitulé *Lessons from Evaluations: Masculinities and Engaging Men for Gender Equality* (Enseignements tirés des évaluations : masculinités et engagement des hommes en faveur de l'égalité des genres).

92. **Des ressources financières à la hauteur des ambitions.** Les investissements financiers à long terme sont essentiels pour appuyer des programmes exhaustifs d'avancement des femmes. Malgré les pressions exercées sur le financement du développement et l'accroissement des coûts humanitaires, le PNUD reste déterminé à protéger et à accroître les investissements en mobilisant des financements durables. En 2024, le PNUD a alloué 73 % de ses dépenses à des projets expressément liés aux questions de genre (GEN3 : 5 %) et à des projets dont l'un des objectifs principaux était l'égalité des genres (GEN2 : 68 %), dépassant ainsi l'objectif de 68 % fixé pour 2024 et atteignant l'objectif de 70 % fixé pour 2025. Environ 65 bureaux de pays ont franchi l'étape qui consiste à éliminer toute dépense liée à des projets qui ne tiennent pas compte des questions de genre et n'apportent pas de contribution notable à l'égalité des genres (GEN0).

Pourcentage des dépenses consacrées aux projets GEN2 et GEN3, 2017-2024



Source : Systèmes Atlas et Quantum, 2025.

93. **Responsabilité.** Le Comité de direction et de mise en œuvre sur l'égalité des sexes, présidé par l'Administrateur, s'est réuni le 8 mars et le 1^{er} juillet 2024. À la première réunion, le Comité a pris note des progrès réalisés par le PNUD s'agissant d'aligner 100 milliards de dollars de finances publiques sur la réalisation des objectifs généraux. Il a en outre recommandé l'élaboration d'un ensemble complet de mécanismes et guichets de financement pour Equanomics et la création d'un volet consacré aux pays en crise. À la deuxième réunion, le Comité a souligné que le PNUD devait faire partie de la réponse cohérente apportée au recul des droits des femmes par l'ensemble des entités des Nations Unies. Il a par ailleurs suggéré de s'attacher en priorité à donner aux leaders les moyens de réagir à ce recul et à exploiter les capacités du PNUD en matière de gouvernance pour y faire face. Le groupe de travail sur le Plan pour l'accélération de la réalisation de l'égalité des genres dans le système des Nations Unies a déterminé que le Comité constituait une bonne pratique et

encouragé toutes les instances, y compris le Bureau du Secrétaire général, à créer des mécanismes similaires.

94. Le PNUD a convoqué son cercle consultatif, composé d'experts de la société civile et d'experts externes, pour guider et suivre la mise en œuvre de la Stratégie pour l'égalité entre les hommes et les femmes (2022-2025). Le cercle comprend des expertes et experts et des praticiennes et praticiens dans des domaines divers, notamment le genre et l'énergie, les femmes et la paix et la sécurité, l'économie, ainsi que des membres d'organisations de femmes. Lors des deux réunions qu'il a tenues en 2024, les discussions ont surtout porté sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Stratégie, l'impact des réactions négatives sur les droits des femmes et le rôle que joue le PNUD dans ces domaines.

95. **Communication au service de la mobilisation.** En 2024, la communauté de pratique sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes a fait la promotion d'approches intégrées et innovantes en matière de partage des connaissances. Elle a encouragé la collaboration et le renforcement des capacités dans les bureaux de pays en offrant des services de perfectionnement des compétences et en favorisant la cocréation et l'engagement avec les pairs. Au total, près de 2 400 participants issus de plus d'une centaine de bureaux de pays ont pris part à 17 séances mondiales visant à mieux intégrer l'autonomisation des femmes dans les situations de crise et l'appui au développement dans les domaines de l'énergie, de l'intelligence artificielle et la transition numérique, et de la transformation institutionnelle. La série de publications thématiques « Snapshots » a mis en lumière les tendances émergentes dans 31 bureaux de pays, offrant des perspectives pratiques et des solutions réalisables.

96. Le PNUD a mené à l'échelle mondiale une campagne de sensibilisation intitulée *Building Gender Equal Economies* (Construire des économies où l'égalité des genres est acquise). La [version anglaise du clip de la campagne](#) est devenue la vidéo la plus regardée sur la chaîne YouTube du PNUD : elle a été visionnée près d'un million de fois, et les résultats comptabilisés au Venezuela (500 000 vues) et en Argentine (200 000 vues) étaient particulièrement bons. En outre, un [article d'opinion sur le genre et la pauvreté](#) a été publié sur CNN.com en collaboration avec l'actrice Uzo Aduba, lauréate d'un Emmy et d'un prix SAG, et nos histoires multimédias sur [Equanomics](#) et la [mobilisation du pouvoir économique des femmes](#) ont été largement diffusées dans le système des Nations Unies. À titre d'ambassadrices et d'ambassadeurs de bonne volonté du PNUD, [Michelle Yeoh](#), [Connie Britton](#), [Padma Lakshmi](#) et [Antonio Banderas](#) ont partagé sur leurs médias sociaux le contenu de la campagne, qui a atteint au total près de 8,5 millions de personnes. À la veille de la Journée internationale des femmes, un nouveau document sur les partenariats contenant une liste actualisée répertoriant 32 de nos principaux donateurs, des informations sur l'incidence des travaux du PNUD et son programme ambitieux pour l'avenir, ainsi que des remerciements à nos partenaires pour leur soutien continu a été publié.

V. Orientations futures

97. À l'instar des deux précédentes, l'année 2024, troisième année de mise en œuvre de la Stratégie pour l'égalité entre les hommes et les femmes, a été fructueuse : le PNUD a enregistré de solides progrès malgré les défis mondiaux. L'organisation suscite des changements positifs en intégrant l'égalité des genres dans l'aide qu'elle apporte aux pays pour réduire la pauvreté, réformer les structures budgétaires, élaborer des politiques globales de soins, donner des moyens d'agir aux organisations de défense des droits des femmes, préserver l'espace civique et placer les femmes en première ligne des efforts liés à la paix, au relèvement et à la transition verte. En

mettant l'accent sur l'intensification de la mise en œuvre et le renforcement des capacités analytiques, le PNUD continuera d'aider les pays à remodeler les structures de développement afin de bâtir un avenir plus équitable et plus prospère pour l'ensemble de la société.

97. Le PNUD utilisera la Stratégie comme un cadre d'orientation d'ici à la fin du délai fixé pour la réalisation des objectifs de développement durable, en 2030. Dans la transition vers la mise en œuvre du Plan stratégique pour la période 2026-2029, le PNUD mettra l'accent sur l'apprentissage, la réactivité face aux difficultés et les mesures ayant un impact durable.
